

SAMIR AMIN

PRESENTATION

Edition Espagnole, L' Empire du chaos

L'Empire du chaos a été publié en 1991, c'est à dire au moment où l'effondrement de l'Union Soviétique et l'intervention militaire des Etats Unis au Moyen Orient (la guerre du Golfe contre l'Iraq), annonçaient la « fin du XXe siècle ». Le choix du titre qualifiait bien les thèses dont j'amorçais la formulation, concernant la nouvelle phase de l'histoire contemporaine. En contrepoint des idées mises en vogue concernant la « faillite définitive de l'idée même du socialisme » et la victoire « définitive » du capitalisme, je plaçais l'accent sur la non viabilité du nouveau projet du capitalisme et de l'impérialisme.

Car le capitalisme ne fonctionne véritablement – d'une manière acceptable et durable – que lorsque ses adversaires sont suffisamment puissants pour en corriger les tendances profondes, inhérentes au déploiement des lois de l'accumulation du capital. Laissées à elles mêmes, ces lois entraînent une répartition du revenu de plus en plus inégale, en faveur du capital, et à partir de là une suraccumulation/sous consommation qui rend impossible la poursuite de la reproduction élargie du système. Les avancées du socialisme réellement existant au XXe siècle, comme celles de la libération nationale des périphéries avaient, au cours du XXe siècle, et plus particulièrement après la seconde guerre mondiale, imposé des limites aux appétits du capital et de ce fait, permis une expansion économique globale sans précédent, dans un système de mondialisation multipolaire. L'usure puis l'effondrement des équilibres sociaux et internationaux moins défavorables aux travailleurs et aux peuples ont mis un terme aux trois modèles de régulation sociale de l'après seconde guerre mondiale (le socialisme réellement existant à l'Est, l'ère de Bandoung au Sud, le *Welfare State* en Occident) et permis au capital d'imposer son diktat unilatéral. (Cf. Samir Amin, ...)

J'analysais la période qui s'ouvrait comme étant appelée à impliquer nécessairement un usage permanent de la violence, seul moyen pour le capital d'imposer son diktat. Comme donc une période de guerre permanente de l'impérialisme contre les peuples du Sud, forcément réfractaires à l'ordre nouveau. Comme une période de recul de la démocratie, y compris dans les centres du système eux mêmes, nécessaire pour soumettre les travailleurs vaincus aux exigences du profit maximal en croissance permanente. Je considérais que ce qu'on a qualifié plus tard de « financiarisation » - seul moyen de surmonter par la fuite en avant les obstacles à la poursuite de la reproduction élargie dans ces conditions – ne constituait pas une réponse viable à la contradiction fondamentale du système, et doit se solder un jour ou l'autre par l'effondrement financier et la dévalorisation des capitaux.

La suite des évènements au cours des quinze dernières années a certainement confirmé ces jugements. Le monde s'est enlisé dans la guerre permanente, conduite par les Etats Unis et leurs alliés subalternes de l'Otan. Mettre en déroute le contrôle militaire de la Planète par les Etats Unis et leurs alliés européens et japonais s'impose comme l'exigence première d'avancées en direction d'un monde meilleur. La démocratie est en recul. Dans les pays de l'Occident capitaliste eux mêmes le présidentialisme, le bipartisme et l'idéologie du consensus, l'accent placé sur la « sécurité » et la criminalisation des conflits sociaux, les mesures prises sous le prétexte de « lutte contre le terrorisme », ont appauvri la substance – déjà limitée - de la tradition de la démocratie représentative, accentué la dissociation entre

cette forme de démocratie politique et la « question sociale ». Dans les périphéries du système les caricatures de « démocraties » associées aux ravages sociaux du libéralisme ont fait reculer la revendication démocratique au bénéfice d'alternatives culturalistes illusives. L'invention par les luttes d'alternatives de démocratie sociale institutionnalisée s'impose partout.

La crise financière systémique, produit inévitable du libéralisme triomphant depuis 1990, est déjà amorcée. Préparer les classes populaires à imposer, en réponse aux stratégies barbares que le capital développera dans cette crise, des réponses sociales progressistes est désormais devenu une tâche d'importance vitale pour l'avenir de l'humanité.

Les analyses amorcées dans *L'Empire du Chaos* avaient du mal à passer au cours des années 1990-1995, du fait du désarroi et de la perte de confiance des forces de gauche en elles mêmes dans le monde entier, entraînant les ralliements au libéralisme, parfois qualifié même de « social-libéralisme » (une contradiction dans les termes !) d'une part, l'incapacité d'aller au delà de la nostalgie d'un passé désormais révolu à jamais d'autre part. Elles ont fait leur chemin depuis, avec la renaissance des mouvements sociaux et leur confluence dans les Forums sociaux « altermondialistes ». Beaucoup de ces analyses sont devenues peu à peu monnaie courante. Au point que le titre même de cet ouvrage – « *L'Empire du chaos* » - a été repris tel quel dix ans plus tard (par l'auteur français Alain Joxe). J'ai bien sûr participé à beaucoup de débats sur ces sujets au cours des quinze dernières années. Le lecteur pourra trouver la bibliographie concernant ces participations sur le site web samiramin.org, et dans trois ouvrages publiés en espagnol, *Por un mundo multipolar* (El Viejo Topo, 2005), *El Virus Liberal* (Hacer, 2007), *Por la quinta internacional* (El Viejo Topo, 2007). Dans mon dernier ouvrage (*Perspectives pour un socialisme du XXIe siècle*, en cours de publication en espagnol chez le même éditeur) j'ai tenté de faire le point sur ces questions, en me situant dans la perspective militante du « Que faire pour contribuer à faire avancer les mouvements sociaux et politiques des classes populaires ? ».

Je suis de ceux qui pensent que le changement (en bien ou en mal) trouve toujours son origine dans la transformation des rapports de force entre les classes et les peuples dominés et exploités d'une part, les puissances au service du capitalisme et de l'impérialisme d'autre part. Or ces transformations sont le produit des luttes qui se déroulent pour l'essentiel sur les terrains locaux, ceux définis par le cadre des Etats. Croire que l'inverse serait possible – que les transformations doivent être imposées au niveau mondial ou aux niveaux régionaux (comme celui défini dans le cadre de l'Union Européenne) et que, par conséquent, les luttes nationales doivent être soumises aux exigences de celles qui devraient être menées dans les cadres régionaux, me paraît illusoire et condamné à conduire à l'échec des luttes.

La régionalisation requise vient après et non avant le succès des avancées nationales, comme en témoigne l'exemple positif de l'Amérique latine, faisant contraste avec le piétinement (dans le meilleur des cas, reculs souvent) des gauches en Europe.

Le choix des stratégies des luttes capables d'imposer des orientations progressistes à l'évolution des sociétés dépend de la définition des défis majeurs auxquels les peuples sont confrontés. Et dans le moment actuel je singulariserai ces défis dans les deux phrases qui suivent : (i) mettre en déroute le contrôle militaire de la Planète par les Etats Unis et leurs alliés européens et japonais ; (ii) mettre en déroute les réponses sociales réactionnaires de l'oligarchie financière à l'effondrement du pan financier du système libéral mondialisé. Je consacrerai la suite de cette postface à ces deux questions.

Mettre en déroute le contrôle militaire de la planète par le bloc impérialiste

La seconde guerre mondiale s'est soldée par une transformation majeure concernant les formes de l'impérialisme : la substitution d'un impérialisme collectif associant l'ensemble des centres du système mondial capitaliste (la « triade » : les Etats Unis et leurs provinces extérieures canadienne et australienne, l'Europe occidentale et centrale, le Japon) à la multiplicité des impérialismes en conflit permanent. La formation d'un impérialisme collectif constitue-t-elle une transformation qualitative « définitive » (non conjoncturelle) ? Implique-t-elle forcément un « leadership » des Etats Unis d'une manière ou l'autre ?

Je suggère ici que la formation du nouvel impérialisme collectif trouve son origine dans la transformation des conditions de la concurrence. Il y a encore quelques décennies les grandes firmes livraient leurs batailles concurrentielles pour l'essentiel sur les marchés nationaux, qu'il s'agisse de celui de Etats Unis (le plus grand marché national au monde) ou même sur ceux des Etats européens (en dépit de leur taille modeste, ce qui les désavantageait par rapport aux Etats Unis). Les vainqueurs des « matchs » nationaux pouvaient se produire en bonne position sur le marché mondial. Aujourd'hui, la taille du marché nécessaire pour l'emporter au premier cycle de matchs approche des 500-600 millions de « consommateurs potentiels ». La bataille doit donc être livrée d'emblée sur le marché mondial et gagnée sur ce terrain. Et ce sont ceux qui l'emportent sur ce marché qui s'imposent alors et de surcroît sur leurs terrains nationaux respectifs. La mondialisation approfondie devient le cadre premier de l'activité des grandes firmes. Autrement dit dans le couple national/mondial les termes de la causalité sont inversés : autrefois la puissance nationale commandait la présence mondiale, aujourd'hui c'est l'inverse. De ce fait les firmes transnationales, quelle que soit leur nationalité, ont des intérêts communs dans la gestion du marché mondial. Ces intérêts se superposent aux conflits permanents et mercantiles qui définissent toutes les formes de la concurrence propres au capitalisme, quelles qu'elles soient.

Le projet de la classe dirigeante des Etats Unis -le contrôle militaire de la Planète - que je qualifierai sans grande hésitation de démesuré, démentiel même, et de criminel par ce qu'il implique, est celui que la classe dirigeante des Etats Unis nourrit depuis 1945 et dont elle ne s'est jamais départie. La stratégie globale américaine vise six objectifs : (i) neutraliser et asservir les autres partenaires de la triade (l'Europe et le Japon) et minimiser la capacité de ces Etats d'agir à l'extérieur du giron américain ; (ii) établir le contrôle militaire de l'OTAN et « latino-américaniser » les anciens morceaux du monde soviétique ; (iii) contrôler sans partage le Moyen Orient et ses ressources pétrolières ; (iv) tenir en échec le projet d'une Chine puissante et indépendante, la soumettre à la menace militaire permanente et éventuellement la démanteler ;(v) s'assurer la subordination des autres grands Etats (Inde, Brésil) et empêcher la constitution de blocs régionaux qui pourraient négocier les termes de la globalisation ; (vi) marginaliser les régions du Sud qui ne représentent pas d'intérêt stratégique.

Le projet a toujours donné un rôle décisif à sa dimension militaire. Il a été conçu après Potsdam, fondé sur le monopole nucléaire. L'instrument privilégié de l'offensive hégémoniste en cours est donc militaire. Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme l'Union Européenne en reconnaît la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvent leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Le projet implique que la « souveraineté des intérêts nationaux des Etats Unis » soit placé au dessus de tous les autres principes encadrant les comportements politiques considérés comme des moyens « légitimes » ; il développe une méfiance systématique à l'égard de tout droit supranational.

La classe dirigeante des Etats Unis proclame sans retenue aucune qu'elle ne « tolèrera » pas la reconstitution d'une puissance économique et militaire quelconque capable de mettre en question son monopole de domination de la Planète, et s'est donnée, à cette fin, le droit de conduire des « guerres préventives ». Les adversaires potentiels principaux visés ici sont en premier lieu la Chine, dont la masse et le succès économique inquiètent les Etats Unis dont l'objectif stratégique reste ici également – si possible- le démembrement de ce pays jugé « trop grand ». En second lieu la Russie, dont le démembrement, après celui de l'URSS, constitue désormais un objectif stratégique majeur des Etats Unis. La classe dirigeante russe ne paraissait pas l'avoir compris, jusqu'ici. Elle semblait convaincue qu'après avoir « perdu la guerre », elle pourrait « gagner la paix », comme cela l'a été pour l'Allemagne et le Japon. Elle oubliait que Washington avait besoin du redressement de ses deux adversaires de la seconde guerre mondiale, précisément pour faire face au défi soviétique. La conjoncture nouvelle est différente, les Etats Unis n'ayant plus de concurrent sérieux. Leur option est alors de détruire définitivement et complètement l'adversaire russe défait. Poutine l'a-t-il compris et amorce-t-il une sortie de la Russie de ses illusions ? L'Europe vient en troisième position dans cette vision globale des nouveaux maîtres du monde. Mais ici l'establishment nord américain ne paraît pas inquiet, tout au moins jusqu'à ce jour. L'atlantisme inconditionnel des uns (la Grande Bretagne, mais aussi les nouveaux pouvoirs serviles de l'Est), les « sables mouvants du projet européen », les intérêts convergents du capital dominant de l'impérialisme collectif de la triade, contribuent à l'effacement du projet européen, maintenu dans son statut de « volet européen du projet des Etats Unis ». La diplomatie de Washington était parvenue à maintenir l'Allemagne dans son sillage ; la réunification et la conquête de l'Europe de l'Est ont même semblé renforcer cette alliance : l'Allemagne serait encouragée à reprendre sa tradition de « poussée vers l'Est » (le rôle joué par Berlin dans le démembrement de la Yougoslavie par la reconnaissance hâtive de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en a été une expression) et, pour le reste, invité à naviguer dans le sillage de Washington. Renversement de la vapeur en cours ? La classe politique allemande paraît hésitante et peut être divisée quant à ses choix de stratégie. L'alternative à l'alignement atlantiste appellerait, en contrepoint, un renforcement d'un axe Paris-Berlin-Moscou qui deviendrait alors le pilier le plus solide d'un système européen indépendant de Washington.

Les instruments de la gestion économique et politique du nouveau système impérialiste et du leadership des Etats Unis ont été mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale et progressivement aménagés pour répondre aux exigences du déploiement impérialiste. Les principaux de ces instruments sont, pour ce qui concerne le volet de la gestion économique du système, l'OMC, la Banque mondiale et le FMI et, pour ce qui concerne son volet politique et militaire l'OTAN, le G7/G8 et les Institutions de l'Union Européenne. L'ensemble de ces institutions sont appelés à être substitués à l'ONU pour constituer les instruments majeurs du nouvel « ordre » mondial, celui de l'apartheid à l'échelle mondiale. Dans cette perspective l'ONU et les institutions qui constituent sa « famille » doivent être domestiquées, marginalisées, voire démantelées.

La solidarité des segments dominants du capital transnationalisé de tous les partenaires de la triade est réelle, et s'exprime par leur ralliement au néo-libéralisme globalisé. Les Etats Unis sont vus dans cette perspective comme les défenseurs (militaires si nécessaire) de ces « intérêts communs ». Il reste que Washington n'entend pas « partager équitablement » les profits de son leadership. Les Etats Unis s'emploient au contraire à vassaliser leurs alliés, et dans cet esprit ne sont prêts à consentir à leurs alliés subalternes de la triade que des concessions mineures. Ce conflit d'intérêts du capital dominant est-il appelé à s'accuser au point d'entraîner une rupture dans l'alliance atlantique ? Pas impossible, mais peu probable.

Dans cette perspective l'establishment américain a parfaitement compris que, dans la poursuite de son hégémonisme, il disposait de trois avantages décisifs sur ses concurrents européen et japonais: le

contrôle des ressources naturelles du globe, le monopole militaire, le poids de la « culture anglo saxonne » par laquelle s'exprime préférentiellement la domination idéologique du capitalisme. La mise en oeuvre systématique de ces trois avantages éclaire beaucoup d'aspects de la politique des Etats Unis, notamment les efforts systématiques que Washington poursuit pour le contrôle militaire du Moyen Orient pétrolier, et à l'égard de la Chine, son jeu subtil visant à perpétuer les divisions en Europe - en mobilisant à cette fin son allié inconditionnel britannique - et à empêcher un rapprochement sérieux entre l'Union Européenne et la Russie. Au plan du contrôle global des ressources de la planète les Etats Unis disposent d'un avantage décisif sur l'Europe et le Japon. Non seulement parce que les Etats Unis sont la seule puissance militaire mondiale, et donc qu'aucune intervention forte dans le tiers monde ne peut être conduite sans eux. Mais encore parce que l'Europe (ex URSS exclue) et le Japon sont, eux, démunis des ressources essentielles à la survie de leur économie. Par exemple leur dépendance dans le domaine énergétique, notamment leur dépendance pétrolière à l'égard du Golfe, est et restera longtemps considérable, même si elle devait décroître en termes relatifs. En s'emparant - militairement - du contrôle de cette région par la guerre d'Irak les Etats Unis ont démontré qu'ils étaient parfaitement conscients de l'utilité de ce moyen de pression dont ils disposent à l'égard de leurs alliés concurrents. Naguère le pouvoir soviétique avait également compris cette vulnérabilité de l'Europe et du Japon et certaines interventions soviétiques dans le tiers monde avaient eu pour objet de le leur rappeler, de manière à les amener à négocier sur d'autres terrains. Evidemment les déficiences de l'Europe et du Japon pourraient être compensées dans l'hypothèse d'un rapprochement sérieux Europe Russie (« la maison commune » de Gorbatchev) C'est la raison même pour laquelle le danger de cette construction de l'Eurasie est vécu par Washington comme un cauchemar.

Le contrôle militaire de la planète constitue le moyen d'imposer en dernier ressort un « tribut » ponctionné par la violence politique, se substituant au « flux spontané » des capitaux qui compensent le déficit américain, source majeure de la vulnérabilité grandissante de l'hégémonie des Etats-Unis. L'objectif de cette stratégie n'est ni de « garantir pour tous l'ouverture égale des marchés », (ce discours de propagande est confié aux thuriféraires du néo-libéralisme) ni évidemment de faire régner partout la démocratie !

Le conflit politique qui pourrait opposer l'Europe (ou tout au moins certains des pays importants du continent) aux Etats-Unis ne résulte pas de divergences fondamentales à travers lesquelles s'exprimerait le conflit d'intérêts capitalistes dominants. Je le situe ailleurs dans le conflit de ce qu'on peut appeler les « intérêts nationaux » et dans l'héritage de cultures politiques profondément différentes, sur lesquelles je me suis exprimé ailleurs (voir *Le Virus Libéral*).

La Chine peut elle ambitionner de dépasser son statut actuel – mis en place au cours de la seconde phase des « réformes », entre 1990 et 2002- qui est celui non de « l'atelier du monde » mais d'un « atelier pour le monde » (60% des exportations chinoises proviennent de filiales des transnationales délocalisées pour bénéficier de la main d'œuvre à bon marché que la Chine leur offre) ? L'amorce d'une troisième phase possible axée sur l'expansion du marché interne et la réduction des inégalités, conduirait à mettre un terme au surplus du compte courant du pays, placé inutilement en bons du Trésor des Etats Unis. Sans doute la Chine est-elle en mesure de remettre en question les "avantages" par lesquels s'exprime la domination du centre impérialiste sur le système mondial, avantages que j'ai qualifié des "cinq monopoles" (de la technologie de pointe, de l'accès aux ressources naturelles de la planète, du contrôle des communications, du contrôle du système financier mondialisé et du monopole des armements de destruction massive).

Les Etats-Unis ont choisi délibérément le Moyen Orient comme objectif de la première frappe visant à établir leur contrôle militaire de la Planète. Il y a quatre raisons qui expliquent ce choix: (i) elle recèle les ressources pétrolières les plus abondantes de la Planète et son contrôle direct par les forces armées des Etats Unis donnerait à Washington une position privilégiée plaçant leurs alliés – l'Europe et le Japon – et leurs rivaux éventuels (la Chine) dans une position inconfortable de dépendance pour leur approvisionnement énergétique ; (ii) elle est située au cœur de l'ancien monde et facilite l'exercice de la menace militaire permanente contre la Chine, l'Inde et la Russie ; (iii) la région traverse un moment

d'affaiblissement et de confusion qui permet à l'agresseur de s'assurer d'une victoire facile, au moins dans l'immédiat ; (iv) les Etats Unis disposent dans la région d'un allié inconditionnel, Israël, qui dispose d'armes nucléaires.

Mettre en déroute les Etats Unis , Israël et leurs alliés dans les pays de la ligne de front(Afghanistan, Irak, Palestine, Liban, Iran) constitue de ce fait le défi majeur auquel sont confrontés les peuples du monde entier. La région du « Grand Moyen Orient » est aujourd'hui centrale dans le conflit qui oppose le leader impérialiste et les peuples du monde entier. Mettre en déroute le projet de l'establishment de Washington constitue la condition pour donner à des avancées en quelque région du monde que ce soit la possibilité de s'imposer. A défaut toutes ces avancées demeureront vulnérables à l'extrême. Cela ne signifie pas que l'importance des luttes conduites dans d'autres régions du monde – en Europe, en Amérique latine, ailleurs – puisse être sous estimée. Cela signifie seulement qu'elles doivent s'inscrire dans une perspective globale qui contribue à mettre en déroute Washington dans la région qu'il a choisi pour sa première frappe criminelle. Où en sommes nous donc sur ce front décisif du combat pour "un autre monde"?

L'Afghanistan

L'Afghanistan a connu le meilleur moment de son histoire moderne à l'époque de la République dite « communiste ». Un régime de despotisme éclairé moderniste, ouvrant largement l'éducation aux enfants des deux sexes, adversaire de l'obscurantisme et de ce fait bénéficiant de soutiens décisifs à l'intérieur de la société. La « réforme agraire » qu'il avait entrepris était pour l'essentiel un ensemble de mesures destinées à réduire les pouvoirs tyranniques des chefs de tribus. Le soutien – au moins tacite – des majorités paysannes garantissait le succès probable de cette évolution bien amorcée. La propagande véhiculée tant par les médias occidentaux que ceux de l'Islam politique a présenté cette expérience comme celle d'un « totalitarisme communiste et athée » rejeté par le peuple afghan. En réalité le régime, comme celui d'Ataturk en son temps, était loin d'être « impopulaire ».

Le fait que ses promoteurs se soient autoqualifiés de communistes dans leurs deux fractions majeures (Khalq et Parcham) n'est en rien surprenant. Le modèle des progrès accomplis par les peuples voisins d'Asie centrale soviétique (en dépit de tout ce qu'on a pu raconter à ce sujet et en dépit des pratiques autocratiques du système), par comparaison avec les désastres sociaux permanents de la gestion impérialiste britannique dans les pays voisins (l'Inde et le Pakistan), avait eu pour effet, ici comme dans beaucoup d'autres pays de la région, d'encourager les patriotes à prendre la mesure de l'obstacle que l'impérialisme constituait pour toute tentative de modernisation. L'invitation à l'intervention que certaines fractions ont adressé aux Soviétiques pour se débarrasser des autres a certainement pesé négativement et hypothéqué les possibilités du projet national-populiste-moderniste.

Les Etats Unis en particulier et leurs alliés de la triade en général ont toujours été les adversaires tenaces des modernisateurs afghans, communistes ou pas. Ce sont eux qui ont mobilisé les forces obscurantistes de l'Islam politique à la pakistanaise (les Talibans) et les seigneurs de la guerre (les chefs de tribus neutralisés avec succès par le régime dit « communiste »), les ont entraîné et armé. Même après le retrait soviétique la résistance dont le gouvernement de Najibullah démontrait la capacité l'eut probablement emporté sans l'offensive militaire pakistanaise venue soutenir les Talibans puis, accélérant le chaos, celle des forces reconstituées des seigneurs de la guerre.

L'Afghanistan a été dévasté par l'intervention des Etats Unis et de leurs alliés et agents, islamistes en particulier. L'Afghanistan ne peut pas se reconstruire sous la houlette de leur pouvoir, à peine déguisé par celui d'un pitre sans racines dans le pays, parachuté par la transnationale texane dont il était l'employé. La prétendue « démocratie » au nom de laquelle Washington, l'OTAN et l'ONU appelée à la rescousse prétendent justifier la poursuite de leur « présence » (en fait occupation), mensonge dès l'origine, est devenue une farce grossière.

Il n'y a qu'une solution au « problème » afghan : que toutes les forces étrangères quittent le pays et que toutes les puissances soient contraintes de s'abstenir de financer et d'armer leurs « alliés ». Aux

bonnes consciences qui expriment leur crainte que le peuple afghan tolèrera alors la dictature des Talibans (ou des chefs de guerre) je répondrai que la présence étrangère a été jusqu'ici et reste le meilleur soutien à cette dictature ! Et que le peuple afghan s'était engagé dans une autre direction – porteuse potentiellement du meilleur possible – à l'époque où « l'Occident » était contraint de s'occuper moins de ses affaires. Au despotisme éclairé des « communistes » l'Occident civilisé a toujours préféré le despotisme obscurantiste, infiniment moins dangereux pour ses intérêts !

L'Irak

La diplomatie armée des Etats Unis s'était donné l'objectif de détruire littéralement l'Irak bien avant que le prétexte ne le lui en ait été donné par deux fois, à l'occasion de l'invasion du Koweït en 1990, puis après le 11 Septembre exploité à cette fin par Bush junior avec cynisme et mensonge à la Goebbels à la clé (« répéter un mensonge mille fois, il devient vérité »). La raison en est simple et n'a rien à voir avec le discours appelant à la « libération » du peuple irakien de la dictature sanglante (réelle) de Saddam Hussein. L'Irak possède dans son sous sol une bonne part des meilleures ressources pétrolières de la planète ; mais de surcroît l'Irak était parvenu à former des cadres scientifiques et techniques capables, par leur masse critique, de soutenir un projet national consistant. Ce « danger » devait être éliminé par une « guerre préventive » que les Etats Unis se sont donnés le droit de faire quand et où ils le décident, sans le moindre respect pour le « droit » international.

La défaite de Saddam Hussein était prévisible. Face à un ennemi dont l'avantage principal réside dans la capacité d'exercice du génocide par bombardements aériens impunis (en attendant l'usage du nucléaire), les peuples n'ont qu'une seule réponse possible efficace : déployer leur résistance sur leur sol envahi. Or le régime de Saddam s'était employé à annihiler tous les moyens de défense à la portée de son peuple, par la destruction systématique de toute organisation, de tous les partis politiques (à commencer par le parti communiste) qui ont fait l'histoire de l'Irak moderne, y compris du Baas lui même qui avait été l'un des acteurs majeurs de cette histoire. Ce qui devrait surprendre dans ces conditions ce n'est pas que le « peuple irakien » ait laissé envahir son pays sans combat, ni même que certains comportements (comme sa participation apparente aux élections organisées par l'envahisseur ou l'explosion de luttes fratricides opposant Kurdes, Arabes sunnites et Arabes chiites) semblent constituer des indices d'une défaite acceptée possible (celle sur laquelle Washington avait fondé ses calculs), mais au contraire que les résistances sur le terrain se renforcent chaque jour (en dépit de toutes les faiblesses graves dont ces résistances font preuve), qu'elles aient déjà rendu impossible la mise en place d'un régime de laquais capable d'assurer les apparences « d'ordre », en quelque sorte qu'elles aient déjà démontré l'échec du projet de Washington. La reconnaissance internationale de ce gouvernement fantoche par les Nations Unis domestiquées ne change rien à la réalité ; elle n'est ni légitime ni acceptable.

Une situation nouvelle est néanmoins créée par l'occupation militaire étrangère. La nation irakienne est réellement menacée, ne serait-ce que parce que le projet de Washington, incapable de maintenir son contrôle sur le pays (et piller ses ressources pétrolières, ce qui constitue son objectif numéro un) par l'intermédiaire d'un gouvernement d'apparence « national », ne peut être poursuivi qu'en cassant le pays. L'éclatement du pays en trois « Etats » au moins (Kurde, Arabe sunnite et Arabe chiite) a peut être été dès l'origine l'objectif de Washington aligné sur Israël (les archives le révéleront dans l'avenir). Toujours est-il qu'aujourd'hui la « guerre civile » est la carte que Washington joue pour légitimer le maintien de son occupation. Car l'occupation permanente était – et demeure – l'objectif : c'est le seul moyen pour Washington de garantir son contrôle du pétrole. On ne peut certainement donner aucun crédit aux « déclarations » d'intention de Washington, du style « nous quitterons le pays dès que l'ordre sera revenu ». On se souvient que les Britanniques n'ont jamais dit de leur occupation de l'Egypte, à partir de 1882, qu'elle était autre chose que « provisoire » (elle a duré jusqu'en 1956 !). Entre temps bien entendu, chaque jour, les Etats Unis détruisent un peu plus par tous les moyens, y compris les plus criminels, le pays, ses écoles, ses usines, ses capacités scientifiques.

Les réponses que le peuple irakien donne au défi ne paraissent pas – dans l'immédiat tout au moins – à la mesure de sa gravité extrême. C'est le moins qu'on puisse dire. Quelles en sont les raisons ? Les

médias occidentaux dominants répètent à satiété que l'Irak est un pays « artificiel » et que la domination oppressive du régime « sunnite » de Saddam sur les Chiites et les Kurdes est à l'origine de la guerre civile inévitable (que seule la prolongation de l'occupation étrangère permettra peut être d'écarter). La « résistance » serait donc limitée à quelques noyaux islamistes pro Saddam du « triangle » sunnite. On ne peut que difficilement aligner autant de contre vérités.

Au lendemain de la première guerre mondiale la colonisation britannique a eu beaucoup de mal à vaincre la résistance du peuple irakien. En pleine consonance avec leur tradition impériale les Britanniques ont fabriqué pour soutenir leur pouvoir une monarchie importée et, une classe de propriétaires latifundiaries, comme ils ont donné une position privilégiée à l'Islam sunnite. Mais en dépit de leurs efforts systématiques les Britanniques ont échoué. Le Parti Communiste et le Parti baasiste ont constitué les forces politiques organisées principales qui ont précisément mis en déroute le pouvoir de la monarchie « sunnite » détestée par tous, peuple sunnite, chiite et kurde. La concurrence violente entre ces deux forces, qui a occupé le devant de la scène entre 1958 et 1963, s'est soldée par la victoire du Baas, saluée à l'époque par les puissances occidentales avec soulagement. Pourtant le projet communiste portait potentiellement en lui une évolution démocratique possible, celui du Baas pas du tout. Parti nationaliste pan arabe et unitaire en principe, admirateur du modèle prussien de construction de l'unité allemande, recrutant dans la petite bourgeoisie moderniste laïcisante, hostile aux expressions obscurantistes de la religion, le Baas au pouvoir a évolué, conformément à ce qui était parfaitement prévisible, en une dictature dont l'étatisme n'était qu'à moitié anti-impérialiste, dans ce sens que, selon les conjonctures et les circonstances, un compromis pouvait être accepté par les deux partenaires (le pouvoir baasiste en Irak, l'impérialisme américain dominant dans la région). Ce « deal » a encouragé les dérives mégalomaniaques du leader, qui a imaginé que Washington accepterait de faire de lui son principal allié dans la région. Le soutien de Washington à Bagdad (avec livraison d'armes chimiques à l'appui) dans la guerre absurde et criminelle conduite contre l'Iran de 1980 à 1989 semblait donner crédibilité au calcul. Saddam n'imaginait pas que Washington trichait, que la modernisation de l'Irak était inacceptable pour l'impérialisme et que la décision de détruire le pays était déjà prise. Tombé dans le piège tendu (le feu vert avait été donné à Saddam pour l'annexion du Koweït – en fait une province irakienne que les impérialistes britanniques avaient détaché pour en faire une de leurs colonies pétrolières) l'Irak a été soumis à dix ans de sanctions destinées à rendre le pays exsangue, de manière à faciliter la glorieuse conquête du vide par l'armée des Etats Unis.

On peut accuser de tout les régimes successifs du Baas, y compris celui de la dernière phase de sa déchéance sous la « direction » de Saddam, sauf d'avoir attisé le conflit confessionnel entre Sunnites et Chiites. Qui donc est responsable des heurts sanglants qui opposent aujourd'hui les deux communautés ? On apprendra certainement un jour comment la CIA (et sans doute la Mossad) ont organisé beaucoup de ces massacres. Mais au delà il est vrai que le désert politique créé par le régime de Saddam et l'exemple qu'il donnait de méthodes opportunistes sans principes a « encouragé » des candidats au pouvoir de toutes natures à s'engager dans cette voie, souvent protégés par l'occupant, parfois peut être naïfs au point de croire qu'ils pourraient « se servir de lui ». Les candidats en question, qu'il s'agisse de chefs « religieux » (Chiites ou Sunnites), de prétendus « notabilités » (paratribales) ou « d'hommes d'affaires » de corruption notoire exportés par les Etats Unis, n'ont jamais eu d'ancrage politique réel dans le pays ; même ceux des chefs religieux que les croyants respectaient n'avaient aucune emprise politique qui eut paru acceptable au peuple irakien. Sans le vide créé par Saddam on n'aurait jamais entendu prononcer leurs noms. Face à ce nouveau « monde politique » fabriqué par l'impérialisme de la mondialisation libérale, d'autres forces politiques authentiquement populaires et nationales, éventuellement démocratiques, auront-elles les moyens de se reconstituer ?

Il fut un temps où le Parti Communiste constituait le pôle de cristallisation du meilleur de ce que la société irakienne pouvait produire. Le Parti Communiste était implanté dans toutes les régions du pays et dominait le monde des intellectuels souvent d'origine chiite (je dis que le Chiisme produit surtout des révolutionnaires et des leaders religieux, rarement des bureaucrates ou des compradores !). Le Parti Communiste était authentiquement populaire et anti-impérialiste, peu enclin à la démagogie,

potentiellement démocratique. Est-il désormais appelé à disparaître définitivement de l'histoire, après le massacre de milliers de ses meilleurs militants par les dictatures baasistes, l'effondrement de l'Union soviétique (à laquelle il n'était pas préparé), et le comportement de ceux de ses intellectuels qui ont cru acceptable de revenir d'exil dans les fourgons de l'armée des Etats Unis ? Ce n'est hélas pas impossible, mais pas davantage « inéluctable ».

La question « kurde » est une question réelle, en Irak comme en Iran et en Turquie. Mais sur ce sujet également on doit rappeler que les puissances occidentales ont toujours pratiqué avec le plus grand cynisme la règle du « deux poids, deux mesures ». La répression des revendications kurdes n'a jamais atteint en Irak et en Iran le degré de violence policière et militaire, politique et morale permanente qui est celle pratiquée par Ankara. Ni l'Iran, ni l'Irak n'ont jamais été jusqu'à nier l'existence même des Kurdes. On a néanmoins pardonné tout à la Turquie, membre de l'OTAN – une organisation de nations démocratiques nous rappellent les médias, dont l'éminent démocrate qu'était Salazar fut l'un des membres fondateurs comme les non moins inconditionnels de la démocratie que sont les colonels grecs et les généraux turcs !

Les fronts populaires irakiens constitués autour du Parti Communiste et du Baas dans les meilleurs moments de son histoire mouvementée, chaque fois qu'ils ont exercé des responsabilités de pouvoir, ont toujours trouvé un terrain d'entente avec les partis kurdes principaux, qui ont d'ailleurs toujours été leurs alliés.

La dérive « antichiite » et « antikurde » du régime de Saddam est certes réelle : bombardements de la région de Bassorah par l'armée de Saddam après sa défaite au Koweït en 1990, usage de gaz contre les Kurdes. Cette dérive venait en « réponse » aux manœuvres de la diplomatie armée de Washington qui avait mobilisé des apprentis sorciers pressés de saisir l'occasion. Elle n'en demeure pas moins une dérive criminelle, de surcroît stupide, le succès des appels de Washington ayant été fort limité. Mais peut-on attendre autre chose des dictateurs façon Saddam ?

La puissance dont témoigne la résistance à l'occupation étrangère, « inattendue » dans ces conditions, semblerait « relever du miracle ». Ce n'est pas le cas, car la réalité élémentaire est simplement que le peuple irakien dans son ensemble (arabe et kurde, sunnite et chiite) déteste les occupants et connaît ses crimes quotidiens (assassinats, bombardements, massacres, tortures). On devrait alors imaginer un Front Uni de Résistance Nationale (appelez le comme vous voudrez) se proclamant tel, affichant des noms, la liste des organisations et partis qui le constituent, leur programme commun. Ce n'est pas le cas jusqu'à ce jour, en particulier pour toutes les raisons procédant des destructions du tissu social et politique produites par la dictature de Saddam et celle des occupants. Mais quelqu'en soient les raisons, cette faiblesse constitue néanmoins un handicap sérieux, qui facilite les manœuvres de division, encourage les opportunistes jusqu'à en faire des collaborateurs, jette la confusion sur les objectifs de la libération.

Il reste qu'en dépit de ses « faiblesses » la résistance du peuple irakien a déjà mis en déroute (politique sinon encore militaire) le projet de Washington. C'est précisément ce qui inquiète les Atlantistes de l'Union Européenne, ses alliés fidèles. Les associés subalternes des Etats Unis craignent aujourd'hui la défaite des Etats Unis, parce que celle-ci renforcerait la capacité des peuples du Sud de contraindre le capital transnational mondialisé de la triade impérialiste à respecter les intérêts des nations et des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

La résistance irakienne a fait des propositions qui permettraient de sortir de l'impasse et d'aider les Etats Unis à se retirer du guêpier. Elle propose en effet : (i) la constitution d'une autorité administrative de transition mise en place avec le soutien du Conseil de Sécurité ; (ii) l'arrêt immédiat des actions de résistance et des interventions militaires et policières des armées d'occupation ; (iii) le départ de toutes les autorités militaires et civiles étrangères dans un délai de six mois. Les détails de ces propositions ont été publiés dans la revue arabe prestigieuse *Al Mustaqbal Al Arabi*, publiée à Beyrouth (numéro de janvier 2006). Le silence absolu que les médias européens oppose à la diffusion du message est, de ce point de vue, le témoignage de la solidarité des partenaires impérialistes. Les

forces démocratiques et progressistes européennes ont le devoir de se désolidariser de cette politique de la triade impérialiste et de soutenir les propositions de la résistance irakienne. Laisser le peuple irakien affronter seul son adversaire n'est pas une option acceptable : elle conforte l'idée dangereuse qu'il n'y a rien à attendre de l'Occident et de ses peuples, elle encourage par là même des dérives inacceptables – voire criminelles – dans les pratiques de certains mouvements de résistance.

Plus vite les troupes d'occupation étrangères auront quitté le pays, plus fort aura été le soutien des forces démocratiques dans le monde et en Europe au peuple irakien, plus grandes seront les possibilités d'un avenir meilleur pour ce peuple martyr. Plus longtemps l'occupation durera, plus sombres seront les lendemains qui succéderont à son terme inévitable.

La Palestine

Le peuple palestinien est, depuis la déclaration Balfour pendant la première guerre mondiale, la victime d'un projet de colonisation d'un peuplement étranger, qui lui réserve le sort des « Peaux Rouges », qu'on l'avoue ou qu'on feigne de l'ignorer. Ce projet a toujours été soutenu inconditionnellement par la puissance impérialiste dominante dans la région (hier la Grande Bretagne, aujourd'hui les Etats Unis), parce que l'Etat étranger à la région constitué de la sorte ne peut être que l'allié, à son tour inconditionnel, des interventions qu'exige la soumission du Moyen Orient arabe à la domination du capitalisme impérialiste.

Il s'agit là, pour tous les peuples d'Afrique et d'Asie, d'une évidence banale. De ce fait, sur les deux continents, l'affirmation et la défense des droits du Peuple Palestinien unissent spontanément. Par contre en Europe la « question palestinienne » provoque la division, produite par les confusions entretenues par l'idéologie sioniste, qui trouvent souvent des échos favorables.

Aujourd'hui plus que jamais, en conjonction avec le déploiement du projet américain du « grand Moyen Orient », les droits du peuple palestinien ont été abolis. Pourtant l'OLP avait accepté les plans d'Oslo et de Madrid et la feuille de route rédigés par Washington. C'est Israël qui a ouvertement renié sa signature, et mis en œuvre un plan d'expansion encore plus ambitieux ! L'OLP a été fragilisé de ce fait : l'opinion peut lui reprocher à juste titre d'avoir cru naïvement à la sincérité de ses adversaires. Le soutien apporté par les autorités d'occupation à son adversaire islamiste (Hamas) – dans un premier temps tout au moins – la progression de pratiques corrompues de l'administration palestinienne (sur lesquelles les « bailleurs de fonds » - Banque Mondiale, Europe, ONG – se taisent, s'ils ne sont pas parties prenantes) devaient conduire – c'était prévisible (et probablement souhaité) – à la victoire électorale du Hamas, prétexte supplémentaire immédiatement invoqué pour justifier l'alignement inconditionnel sur les politiques d'Israël « quelqu'elles soient » !

Le projet colonial sioniste a toujours constitué une menace, au delà de la Palestine, pour les peuples arabes voisins. Ses ambitions d'annexion du Sinaï égyptien, son annexion effective du Golan syrien, ses incursions au Liban sont là pour en témoigner. Dans le projet du « grand Moyen Orient » une place particulière est donnée à Israël, au monopole régional de son équipement militaire nucléaire et à son rôle de « partenaire obligé » (sous le prétexte fallacieux qu'Israël disposerait de « compétences technologiques » dont aucun peuple arabe n'est capable ! Racisme oblige !).

Il n'est pas dans notre intention de proposer ici des analyses concernant les interactions complexes entre les luttes de résistance à l'expansion coloniale sioniste et les conflits et options politiques au Liban et en Syrie. Les régimes du Baas en Syrie ont résisté à leur manière aux exigences des puissances impérialistes et d'Israël. Que cette résistance ait également servi à légitimer des ambitions plus discutables (le contrôle du Liban) n'est certainement pas discutable. La Syrie a par ailleurs choisi soigneusement ses « alliés » parmi les « moins dangereux » au Liban. On sait que la résistance aux incursions israéliennes au Sud Liban (détournement des eaux inclus) avait été construite par le Parti Communiste libanais. Les pouvoirs syrien, libanais et iranien ont coopéré étroitement pour détruire cette « base dangereuse » et lui substituer celle du Hezbollah. L'assassinat de Rafic el Harriri – sur lequel la lumière est loin d'avoir été jetée- a évidemment donné l'occasion aux puissances

impérialistes (les Etats Unis en tête, la France derrière) d'une intervention dont l'objectif est double : faire accepter par Damas un alignement définitif au sein du groupe des Etats arabes vassalisés (Egypte, Arabie Saoudite) – ou, à défaut, liquider les vestiges du pouvoir baasiste dégénéré - , démanteler ce qui reste de capacité de résistance aux incursions israéliennes. L'agression israélienne de juillet 2006 ayant été défaite par la résistance libanaise, l'Europe, venue au secours de l'Etat sioniste, a envoyé sur place, sous le couvert des Nations Unies, une force militaire chargée de « désarmer Hezbollah » (ce qu'elle s'est gardé de tenter jusqu'à ce jour !) de manière à faciliter la prochaine agression israélienne ! La rhétorique concernant la « démocratie » peut être invoqué, dans ce cadre, si utile.

Aujourd'hui défendre les droits inaliénables du peuple palestinien est le devoir impérieux de tous les démocrates du monde entier. La Palestine est au centre des conflits majeurs de notre époque. Accepter le plan israélien qui est celui de la destruction totale de la Palestine et de son peuple serait accepter la négation des peuples à leur droit premier : celui d'exister. Accuser « d'antisémitisme » ceux qui s'opposent au déploiement de ce projet est absolument inacceptable.

L'Iran

Il n'entre pas non plus dans notre intention de développer ici les analyses que la « révolution islamique » appellent. Etait-elle, comme elle s'est proclamée et comme on la voit souvent tant dans le camp de l'Islam politique que chez les « observateurs étrangers », l'annonce et le point de départ d'une évolution qui à terme doit s'emparer de toute la région, voire de l'ensemble du « monde musulman », rebaptisé pour la circonstance « d'umma » (« nation », ce qu'il n'a jamais été) ? Ou était-elle un événement singulier, en particulier parce que propre à la combinaison des interprétations de l'Islam chiite et de l'expression du nationalisme iranien ?

Du point de vue de ce qui nous intéresse ici je ferai seulement deux observations. La première est que le régime de l'Islam politique en Iran n'est pas par nature incompatible avec l'intégration du pays dans le système capitaliste mondialisé tel qu'il est (les principes sur lesquels repose le régime trouvent leur place dans une vision de la gestion « libérale » de l'économie). La seconde est que la Nation iranienne en tant que telle est une « nation forte » c'est à dire dont les composantes majeures sinon toutes – classes populaires et classes dirigeantes – n'acceptent pas l'intégration de leur pays en position dominée dans le système mondialisé. Il y a bien entendu contradiction entre ces deux dimensions de la réalité iranienne, et la seconde rend compte de celles des orientations de la politique extérieure de Téhéran qui témoignent d'une volonté de résister aux diktats étrangers.

Toujours est-il que c'est le nationalisme iranien – puissant et, à mon avis, historiquement tout à fait positif – qui explique le succès de la « modernisation » des capacités scientifiques, industrielles, technologiques et militaires, entreprise par les régimes successifs du Shah et du Khoméniisme. L'Iran est l'un des rares Etats du Sud (avec la Chine, l'Inde, la Corée, le Brésil et peut être quelques autres mais pas beaucoup !) à avoir un projet « bourgeois national ». Que la réalisation de ce projet soit, à long terme, possible ou qu'il ne le soit pas (et c'est mon avis) n'est pas l'objet de notre discussion ici. Aujourd'hui ce projet existe ; il est en place.

C'est précisément parce que l'Iran constitue une masse critique capable de tenter de s'imposer comme partenaire respecté que les Etats Unis ont décidé de détruire le pays par une nouvelle « guerre préventive ». Le « conflit » se situe comme on le sait sur le terrain des capacités nucléaires que l'Iran développe. Pourquoi ce pays – comme tous les autres – n'en aurait-il pas le droit, jusques et y compris de devenir une puissance militaire nucléaire ? De quel droit les puissances impérialistes, et leur jouet israélien, peuvent-ils se targuer pour s'octroyer le monopole des armes de destruction massive ? Peut-on faire crédit au discours selon lequel les nations « démocratiques » n'en feront jamais usage comme pourraient le faire les « Etats voyous » ? Quand on sait que les nations « démocratiques » en question sont responsables des plus grands génocides des temps modernes, y compris celui des Juifs, et que les Etats Unis ont déjà employé l'arme atomique et refusent aujourd'hui l'interdiction absolue et générale de son usage ? Malheureusement les Européens sont désormais également alignés sur le projet de Washington d'agression contre l'Iran.

en conclusion

Aujourd'hui les « conflits politiques » opposent dans la région trois ensembles de forces : celles qui se revendiquent du passé nationaliste (mais ne sont plus en réalité que les héritiers dégénérés et corrompus des bureaucraties de l'époque nationale-populiste), celles qui se revendiquent de l'Islam politique, celles qui tentent d'émerger autour d'une revendication « démocratique » compatible avec la gestion économique libérale. Le pouvoir d'aucune de ces forces n'est acceptable pour une gauche attentive aux intérêts des classes populaires et à ceux de la Nation. En fait à travers ces trois « tendances » s'expriment les intérêts des classes compradore affiliées au système impérialiste en place. En fait la diplomatie des Etats Unis tient ces trois fers au chaud, s'employant à jouer de leurs conflits pour son bénéfice exclusif. Tenter de « s'insérer » dans ces conflits par des alliances avec ceux-ci ou ceux-là (préférer les régimes en place pour éviter le pire – l'Islam politique ; ou au contraire chercher à s'allier à celui-ci pour se débarrasser des régimes) est voué à l'échec. La gauche doit s'affirmer en engageant les luttes sur les terrains où celles-ci trouvent leur place naturelle : la défense des intérêts économiques et sociaux des classes populaires, de la démocratie et de l'affirmation de la souveraineté nationale, conçues comme indissociables. Tous les démocrates du monde doivent soutenir les chances de ces forces et, dans cet esprit, d'abord condamner sans restriction aucune toutes les interventions des Etats Unis, de l'Otan, d'Israel , des Nations unies domestiquées et de leurs alliés locaux dans la région.

Dans le moment actuel le déploiement du projet américain de contrôle militaire de la planète et de guerre permanente (préventive de préférence) contre tous les récalcitrants et les pays « menaçants » à long terme (la Chine et quelques autres) est seul à occuper toute la scène. Washington conserve toujours l'initiative tandis que les autres pouvoirs – quand ils ne se soumettent pas sans discussion ou même parfois avec enthousiasme (ce qui est le comportement normal attendu des classes serviles de l'Europe de l'Est et de certains pays du tiers monde) – se satisfont de modestes protestations, ou se résignent au fait accompli.

Mettre en déroute les réponses réactionnaires de l'oligarchie à la crise financière

Le système capitaliste/impérialiste mondialisé dit « néo-libéral » n'est pas viable. Ce pouvoir quasi exclusif d'une plutocratie favorisée par la conjoncture ouverte par la défaite des classes ouvrières et des peuples, doit normalement être contraint de reculer dès lors que les luttes des classes et des peuples dominés auront corrigé les déséquilibres sociaux sur lesquels il est fondé. Mais, en dépit des avancées de ce qu'on appelle « les mouvements sociaux » au cours de la dernière décennie, la correction de ces déséquilibres est loin d'avoir atteint le niveau requis, faute de politisation convenable, sauf en Amérique latine où elle est amorcée.

Le système est de ce fait entré dans la phase de sa crise systémique d'une autre manière, par l'effet de ses contradictions internes propres, occasionnant un début d'effondrement de son pan financier – le talon d'Achille du libéralisme. L'option n'est donc pas « libéralisme ou chaos » comme le proclament les discours dominants, mais libéralisme et chaos (la réalité du système) ou une alternative authentique populaire, sociale et démocratique.

La crise financière amorcée n'est pas le produit circonstanciel d'un « accident de parcours » (les subprime). Cet accident, ou à défaut un autre, devait finir par remettre en question la croissance sans fin de la valorisation des capitaux (en particulier à la bourse), laquelle exige une répartition toujours plus inégale et sans doute, avec celle-ci, une « croissance molle » pour le moins. L'effondrement prévisible du pan financier du système témoigne du caractère systémique de la crise amorcée.

Face à la dévalorisation massive des capitaux, devenue incontournable, les pouvoirs des oligarchies en place, qui ne sont pas encore véritablement menacés au plan politique vont s'employer à en faire payer le prix aux classes et aux peuples défavorisés. La logique politique du système donne une probabilité forte à cette perspective, dans l'immédiat tout au moins. L'expansion du libéralisme mondialisé était fondée sur la privatisation à outrance des profits. Sa contraction appellera la socialisation des pertes !

On doit s'attendre donc à des offensives nouvelles du capital oligarchique et des pouvoirs à son service, s'assignant les objectifs de réduction des revenus réels des classes travailleuses (y compris de segments importants des classes moyennes) et des retraités (dont les systèmes de Fonds de pensions ont solidarisé les intérêts avec ceux du capital). L'accentuation de la violence des luttes est donc à l'ordre du jour. Il reste que la « solution » apportée par celle-ci dépend de facteurs nombreux, sociaux, idéologiques et politiques, dont la géométrie variable de la composition permet d'imaginer tous les scénarios possibles, du « meilleur » du point de vue des intérêts généraux des peuples et des nations, au « pire ». Après tout 1929 avait trouvé sa réponse dans le nazisme ici, le front populaire ou le New Deal ailleurs. Le défi aujourd'hui impose que soient mises en déroute les réponses réactionnaires que le capital tentera d'imposer. Il s'agit là de batailles politiques gigantesques à venir.

La guerre économique – et donc politique – dans laquelle vont s'engager les oligarchies en place revêt nécessairement des dimensions internationales.

En particulier les Etats Unis, le leader du bloc impérialiste que constitue la triade, vont s'employer à faire payer les Européens. Car l'Union Européenne constitue le ventre mou de la triade. La fragilité de ses institutions, traduction de l'inexistence d'une réalité européenne transnationale forte, va sans doute être accentuée par les réponses sociales et politiques à la crise, qui ne manqueront pas d'être différentes d'un pays à l'autre. L'Union Européenne a été construite dans le libéralisme et l'atlantisme, conçus comme « éternels ». Elle a pu poursuivre sa marche en avant sans grands problèmes tant que le libéralisme et l'atlantisme avaient le vent en poupe. Mais elle n'est pas dotée des moyens lui permettant de faire face à la tempête déchaînée par la crise du système global. J'ai développé l'analyse de ces questions ailleurs et conclu que la « déconstruction de l'Union Européenne » constituait une dimension incontournable de l'avancée d'alternatives démocratiques et sociales pour les peuples de ce continent (en particulier dans le chapitre « l'Union Européenne est-elle viable ? » du livre « Perspectives du Socialisme du XXIe siècle », en cours de publication chez le même éditeur).

La crise va tout également entraîner un aggravation violente des conflits « Nord-Sud ». Et ici également les réponses des peuples concernés seront diverses. On peut imaginer, hélas sans difficulté, que certains pays auront beaucoup de mal à résister aux offensives de l'impérialisme et pourraient de ce fait s'enfoncer davantage dans la paupérisation, le chaos et la poursuite de réponses illusoires. Mais d'autres – la Chine en particulier, mais pas elle seule – pourront se désengager progressivement de la tutelle que la mondialisation impérialiste leur impose et mettre en déroute les avantages sur lesquels cette domination est fondée (des avantages que j'ai analysés dans les termes des « cinq monopoles » de l'impérialisme nouveau). Je pense même que c'est par des avancées dans ces directions que sera remis en question l'ordre global, ouvrant des voies nouvelles au « socialisme du XXIe siècle ». Il reste que la déroute préalable des stratégies de contrôle militaire de la planète par Washington et ses alliés subalternes, à commencer par leur mise en déroute dans le « grand Moyen Orient », constitue une condition essentielle du succès de l'alternative civilisée à la barbarie du

capitalisme en crise. C'est la raison pour laquelle j'ai placé en exergue l'analyse des problèmes dans la région concernée.

Le lecteur trouvera dans le second ouvrage en cours de publication chez cet éditeur les développements que j'ai proposés sur les différents aspects de ces questions au cours des débats des quinze dernières années.